



*La microfinance peut conduire au meilleur comme au pire*

# Le revers de la médaille

INTRO

## Microcrédits au Vietnam

Depuis octobre 2009, une banque luxembourgeoise, KBL European Private Bankers, avec l'appui logistique de l'ONG luxembourgeoise Aide au Vietnam et l'ONG française Entrepreneurs du Monde, soutient un programme de microfinance dans le nord-ouest du Vietnam, une des régions les plus pauvres du pays et où vit d'agriculture et d'élevage une minorité ethnique connue sous le nom de Black Thai. L'originalité de cette initiative est que celle-ci se traduit non seulement par un transfert d'argent mais d'abord et avant tout par un transfert de compétences. Concrètement, une vingtaine d'employés de la KBL ont apporté bénévolement leur savoir-faire dans des domaines aussi variés que l'informatique, l'organisation et le management, les ressources humaines, le risk management, le contrôle interne, les formations et la communication. Pour les besoins de leur mission, certains d'entre eux se sont rendus sur place et ont rencontré le personnel de l'institution de microfinance, Chi-Em, ainsi que leurs clients, les Black Thai. De cette expérience sur le terrain, ils en ont tiré deux grandes leçons: mal gérée, la microfinance peut conduire à des dérives dangereuses et la pauvreté est une notion toute relative.

Si l'on s'en tient à la définition du microcrédit (et par extension de la microfinance), cette activité consiste principalement en l'attribution de prêts de faibles montants à des entrepreneurs ou des artisans qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. Le microcrédit se développe surtout dans les pays en développement, où il permet de concrétiser des microprojets favorisant ainsi l'activité et la création de richesses

mais se pratique aussi bien dans les pays développés ou en transition.

■ Cette définition, si elle contient une part de vérité, doit être plus que nuancée. Il est évident qu'octroyer des crédits même à petite échelle ne suffira pas pour réduire la pauvreté. Pire, elle peut même conduire les populations les plus pauvres à s'endetter davantage.

L'exemple de la *Vietnam Bank for Social Policies (VBSP)*, qui centralise toutes les activités de microfinance du gouvernement vietnamien, est à cet égard éloquent. La VBSP propose certes des crédits à des taux très attractifs – parfois proches du zéro – avec remboursement du capital à l'échéance mais ne propose en revanche aucune formation ni aucun suivi. Les conséquences sont dramatiques. Livrée à elle-même, ignorant les règles élémentaires de gestion comme l'épargne ou le budget familial, la minorité ethnique des Black Thai risque d'investir dans des biens non productifs comme l'achat d'une télévision ou d'un lecteur DVD. A échéance, quand il s'agit de rembourser le capital, elle est complètement démunie, contracte un autre emprunt pour rembourser le premier et peut se retrouver, bien malgré elle, prise dans la spirale du surendettement.

### L'importance des services non financiers

Contrairement aux idées reçues, la principale valeur ajoutée de la microfinance ne réside pas dans ses prêts, qui oscillent entre 50 et 100 euros, mais bien dans ses services non financiers. Ainsi, dans le cas de Chi-Em, des formations de trois types sont systématiquement proposées aux clients: les formations techniques qui ont pour objectif d'inculquer aux participants de meilleures pratiques dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, les formations sociales qui visent à améliorer le régime nutritionnel et sanitaire des Black Thai et les formations de gestion. «Ces dernières sont essentielles dans le cadre d'un programme de microfinance», précise Xavier Heude, le responsable du projet à la KBL.

«Chi-Em ne se contente pas de leur fournir du crédit. Les clients sont accompagnés dans l'utilisa-

tion des fonds reçus. Ils sont par ailleurs initiés au concept d'épargne financière au travers d'un système d'épargne obligatoire lié au prêt et à des conditions tout à fait intéressantes. Au cas où surviendraient des événements imprévus, au lieu de vendre leur outil de production ou l'objet du crédit (leur élevage de cochons ou de volailles par exemple), ils peuvent piocher dans leur épargne. Ils se paupériseraient s'ils n'agissaient pas de la sorte.»

L'autre atout majeur de la microfinance, quand elle est bien gérée, est sa proximité. Là encore, la banque d'Etat vietnamienne VBSP constitue un bon contre-exemple. Sans réelle présence sur le terrain, en se basant uniquement sur le revenu comme seul critère d'éligibilité, celle-ci accorde bien souvent des prêts sans discernement et ne se soucie pas trop des capacités de remboursement de ses clients. Cette situation renforce encore plus la dépendance des foyers envers les dons et subventions qui leur sont attribués.

Au contraire, pour obtenir de la part de ses clients un taux de remboursement quasiment égal à 100 %, Chi-Em s'appuie entre autres sur un système de relais auprès de ses clients et personifié par les *cluster heads*. Jouissant d'une bonne notoriété et d'un certain respect au sein du village, ceux-ci effectuent des visites régulières auprès des clients pour leur expliquer les objectifs du projet, suivre les dossiers de prêts, s'assurer qu'ils ont bien compris le contenu des formations auxquelles ils ont assisté et collecter l'argent. Tout report de paiement et tout rééchelonnement de la dette étant exclus, les *cluster heads* s'efforcent, par la persuasion et le dialogue, de responsabiliser le client récalcitrant et l'inciter à rembourser à heure et à temps.

### Réinventer le métier de banquier?

Proximité, importance des services non financiers, responsabilisation des clients: on peut se demander, au fond, si la microfinance n'est pas en train de réinventer petit à petit le métier de banquier et revenir aux pratiques des banques mutualistes au XIX<sup>e</sup> siècle. La réponse est oui certainement mais à condition



de ne pas négliger les aspects non financiers et de ne pas se limiter à la seule activité du microcrédit. De ce point de vue-là, il n'est pas certain que toutes les institutions ou programmes pratiquant des services de microfinance remplissent ces conditions.

■ Stéphane Etienne, chargé de communication à la KBL

*La définition de «pauvreté» n'est pas la même sous toutes les latitudes*

## Tout n'est pas question d'argent

Diminuer le taux de pauvreté d'une population ne se fait pas seulement à coups de monnaies sonnantes et rébuchantes mais aussi et surtout grâce à des formations adaptées. Car la pauvreté d'une population ne se mesure pas uniquement en fonction de son niveau de vie.

■ La microfinance, dans ses aspects non financiers, rejoint la théorie de l'économiste indien Amartya Sen selon laquelle la pauvreté d'une population donnée ne se mesure pas seulement en fonction de son niveau de vie mais aussi en fonction de sa santé et de son niveau d'éducation.

En effet, s'il fallait se baser sur le seul indice du niveau de vie, les Black Thai financés par le

projet Chi-Em ne représentent pas *a priori* une population pauvre au sens où nous l'entendons ici en Europe. En d'autres termes, ce ne sont pas des sans domicile fixe. Tous ont un toit, sont propriétaires de leur maison et possèdent parfois un équipement conséquent comme une armoire, une télévision ou le dernier lecteur DVD à la mode. De plus, depuis la politique de changement et de renouveau (*doi moi*) lancée en 1986 par le gouvernement vietnamien et les nombreuses réformes structurelles qui s'en sont suivies comme la libéralisation des prix agricoles et la décollectivisation des terres, beaucoup d'entre eux se sont retrouvés en possession d'hectares de terrains grâce aux titres de propriété hérités de leurs ancêtres, leur position dans l'appareil du parti ou les jeux politiques locaux.

Pourtant, aux yeux de la loi vietnamienne, ils restent pauvres car leurs revenus ne dépassent pas les 260.000 VND (environ 13 euros) par mois et par personne. Pour paradoxale qu'elle soit, cette situation peut s'expliquer facilement. Par manque de connaissances, les Black Thai n'exploitent pas suffisamment le potentiel de croissance de leurs exploitations agricoles.

Ils ont des notions de gestion relativement limitées, ne voient pas l'intérêt de l'épargne financière et ont conservé en matière d'agriculture et d'élevage des techniques ancestrales, qui constituent certes un rempart contre la dégradation écologique mais dont certaines représentent un frein à l'amélioration de leur bien-être et ne sont pas facilement remises en cause.

■ Stéphane Etienne